

Chambre des Représentants.

SESSION DU 6 MARS 1912.

**Proposition de loi modifiant divers articles de la loi du 15 septembre 1895
sur l'enseignement primaire.**

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Comme l'écrivait déjà, en 1904, notre collègue Félix Cambier, bien que des modifications nécessaires aient été apportées au barème qui fixe le minimum légal du traitement des instituteurs communaux, la situation actuelle prête toujours aux mêmes critiques; la complication des règles établies amène des conséquences anormales et fâcheuses qui viennent d'être signalées, une fois de plus, à la suite de l'arrêté royal du 30 janvier dernier, réglant la répartition des 4 millions votés par la Législature.

Nous pensons qu'il faut aller plus loin qu'on l'a fait jusqu'ici et renoncer d'une façon complète, comme cela existe pour l'enseignement moyen, au système des catégories actuellement en vigueur et qui, quelles que soient les améliorations de détail qu'on y apporte, aura toujours les nombreux inconvénients qui ont été maintes fois en lumière.

Nous croyons qu'il faut graduer le traitement des instituteurs de l'enseignement primaire d'après le nombre de leurs années de services, sans tenir compte de l'importance de la commune où l'école est établie; ce dernier élément ne doit être pris en considération que pour fixer le montant de l'indemnité de logement.

Il faudrait aussi, d'après nous, rendre uniforme la différence des traitements alloués aux instituteurs en chef et aux sous-instituteurs.

L'arrêté royal du 30 janvier est un premier pas dans la voie de l'uniformisation, car il arrive à donner aux sous-instituteurs des trois dernières catégories des traitements égaux aux instituteurs des deux dernières catégories, la différence consistant simplement dans l'indemnité de logement.

Pour corriger les déficiences du barème en vigueur, nous proposons d'allouer à tous les membres du personnel enseignant primaire un traitement dont le minimum comprenne une partie fixe, uniforme pour tous, et une indemnité de logement variant d'après l'importance de la localité; à ce minimum viennent s'ajouter des augmentations périodiques et régulières; enfin, le surcroît de travail et de responsabilité imposé à ceux qui ont la direction d'une école sera rémunéré par une indemnité supplémentaire fixe.

Notre projet assimile les institutrices aux instituteurs, à raison de l'identité des services qu'ils rendent. Tel est, d'une façon générale, le principe de notre proposition.

Voici, maintenant, de quelle manière nous concevons les détails de son application :

I. En allouant aux membres du personnel enseignant primaire un minimum de traitement uniforme de 1,300 francs, nous leur attribuons à tous une indemnité de logement, ce qui établit entre leurs émoluments la gradation qu'exige l'importance des communes où ils doivent prendre domicile.

Ainsi généralisée, l'indemnité de logement nous paraît pouvoir être établie d'après une échelle qui diffère peu de celle adoptée dans la loi de 1895. Toutefois, nous réduisons cette indemnité, dans la première catégorie, à 600 francs et, dans la seconde catégorie, à 500 francs, afin de ne pas obérer les finances communales. Par contre, nous supprimons la cinquième catégorie, dont le maintien ne nous paraît pas justifié, puisque l'arrêté royal du 30 janvier l'a, en fait, supprimée.

L'indemnité de logement n'étant qu'une partie du traitement, nous supprimons la disposition qui n'en ordonne l'octroi qu'à l'un des conjoints lorsqu'ils exercent leurs fonctions dans la même commune.

Quant à l'indemnité spéciale allouée aux instituteurs seuls ou chefs d'école, nous demandons qu'elle ne puisse être inférieure à 200 francs et qu'elle soit fixée à 50 francs par classe, lorsque l'école compte plus de quatre classes.

II. En ce qui concerne les augmentations périodiques de traitement, les charges de famille des instituteurs croissant d'une façon régulière et continue, il nous a paru que des augmentations annuelles, peu élevées, répondraient mieux aux désirs du personnel enseignant que des accroissements de revenus plus importants, mais plus espacés. C'est pourquoi nous proposons de leur accorder trente augmentations annuelles de 50 francs.

L'article 15 de la loi sur l'enseignement primaire contient, actuellement, deux dispositions relatives toutes deux à la privation des augmentations périodiques des traitements; nous avons réuni en une seule ces deux dispositions en y apportant une très légère modification; il s'agit là d'une véritable pénalité qui doit, nous semble-t-il, être prononcée directement par l'autorité supérieure, sans devoir, en aucun cas, résulter de plein droit de l'application des peines disciplinaires.

III. Le régime que nous proposons d'établir fait disparaître les principales raisons qui poussent aujourd'hui de nombreux membres du personnel enseignant à désirer un changement de résidence. S'il s'en produit néanmoins, il nous paraît injuste que l'instituteur perde, en se déplaçant, le fruit de ses années de travail. Son traitement ne pourra donc être modifié qu'en ce qui concerne l'indemnité de logement, laquelle devra être mise en rapport avec le rang de la commune où l'instituteur va exercer ses fonctions, c'est-à-dire relevée ou abaissée, suivant le cas.

De même, le passage d'une commune d'une catégorie à une autre, par suite de l'augmentation ou de la diminution de sa population, n'aura pas d'effet sur le traitement des instituteurs, sauf en ce qui concerne leur indemnité de logement et sous réserve des droits acquis. Nous maintenons, en effet, en en faisant une application plus générale et plus rationnelle, ce principe inscrit déjà actuellement dans la loi, que le traitement des instituteurs ne doit pas pouvoir subir de réduction.

IV. Par un examen attentif des dispositions que nous proposons, on s'apercevra aisément que, tout en faisant droit à de justes réclamations, elles n'augmentent pas considérablement les charges financières, car il faut éviter de rompre l'équilibre du budget des petites communes, en leur imposant un important surcroît de dépenses. C'est pourquoi nous avons adopté, pour l'intervention de l'État, des provinces et des communes, l'échelle que M. Schollaert avait établie dans son projet : six dixièmes pour l'État, un dixième pour les provinces et trois dixièmes pour les communes.

V. Une autre disposition concerne les intérimaires.

Sous la législation actuelle, le traitement des intérimaires est payé à concurrence de deux cinquièmes par l'État ; la même part tombe à charge de la commune et le dernier cinquième doit être déboursé par le titulaire malade. On a trouvé peu équitable que des instituteurs atteints par la maladie et astreints, de ce chef, à des dépenses supplémentaires, fussent privés d'une fraction de leur traitement. La plupart des conseils provinciaux du pays ont pris à leur charge le sacrifice imposé par la loi aux instituteurs malades. Nous proposons de consacrer cette heureuse initiative des conseils provinciaux en modifiant le texte de la loi.

*
* *

Telle est, Messieurs, la proposition que nous soumettons avec confiance à l'examen de la Chambre, qui voudra bien, nous en sommes convaincus, l'étudier au plus tôt et mettre fin à la situation anormale actuelle, en donnant satisfaction complète aux justes revendications des instituteurs primaires, tant communaux qu'adoptés.

A. BUYL.

47

Proposition de loi modifiant divers articles de la loi du 15 septembre 1895 sur l'enseignement primaire.

ARTICLE PREMIER.

Les articles 13, 15 et 18 de la loi du 15 septembre 1895 sont remplacés par les dispositions suivantes :

ART. 13. — Le Conseil communal fixe le traitement des instituteurs communaux ; ce traitement, casuel compris, ne peut être inférieur à *treize cents francs*.

Les instituteurs ou institutrices touchent une indemnité de direction, qui ne peut être inférieure à deux cents francs et qui sera de 50 francs par classe, lorsque l'école compte plus de quatre classes.

Les communes doivent, en outre, fournir aux instituteurs et institutrices chefs d'école un logement dans les locaux scolaires ou bien leur payer l'indemnité de logement prévue à l'alinéa suivant.

Tout instituteur, institutrice, sous-instituteur ou sous-institutrice a droit à une indemnité de logement fixée comme suit :

Communes :

de 4^e catégorie, moins de 10,000 habitants, 300 francs ;
de 3^e catégorie, 10,001 à 40,000 habitants, 400 francs ;
de 2^e catégorie, 40,001 à 100,000 habitants, 500 francs ;
de 1^{re} catégorie, plus de 100,000 habitants, 600 francs.

Wetsvoorstel tot wijziging van verscheidene artikelen der wet van 15 September 1895 op het lager onderwijs.

EERSTE ARTIKEL.

De artikelen 13, 15 en 18 der wet van 15 September 1895 worden vervangen door de volgende bepalingen :

ART. 13. — De gemeenteraad stelt de jaarwedde der gemeenteonderwijzers vast ; deze jaarwedde, bijwinsten inbegrepen, mag niet minder bedragen dan *dertienhonderd frank*.

De onderwijzers of onderwijzeressen trekken eene vergoeding voor bestuur ; deze mag niet minder bedragen dan tweehonderd frank en beloopt 50 frank per klas, wanneer de school meer dan vier klassen telt.

De gemeenten moeten, daarenboven, aan de onderwijzers en de onderwijzeressen, die hoofd eener school zijn, huisvesting verleen in de schoolgebouwen of hun de vergoeding voor huisvesting, bij het volgend lid bepaald, betalen.

Elke onderwijzer, onderwijzeres, hulponderwijzer of hulponderwijzeres heeft recht op eene vergoeding voor huisvesting, vastgesteld als volgt :

Gemeenten :

der 4^e reeks, minder dan 10,000 inwoners, 300 frank ;
der 3^e reeks, 10,001 tot 40,000 inwoners, 400 frank ;
der 2^e reeks, 40,001 tot 100,000 inwoners, 500 frank ;
der 1^e reeks, meer dan 100,000 inwoners, 600 frank.

Les traitements actuels des instituteurs, comme ceux qui leur seront accordés ultérieurement, ne pourront subir aucune réduction pendant la durée des fonctions des titulaires.

ART. 15. — *A l'expiration de chaque année de bons services, l'instituteur a droit à une augmentation de 50 francs durant ses trente premières années de fonctions.*

Dans la supputation des années de services seront compris tous les services rendus, même à titre intérimaire, dans les écoles primaires et gardiennes communales, adoptées ou adoptables, ainsi que dans les écoles moyennes de l'État et des communes.

Sur la proposition du Conseil communal et après avoir pris l'avis de la Députation permanente, le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique peut, par décision motivée, déclarer qu'il n'y a pas lieu d'accorder à un instituteur l'augmentation annuelle.

A moins que l'instituteur ait été frappé d'une peine disciplinaire plus grave que celle que le Conseil communal peut prononcer sans l'approbation de la Députation permanente, cette mesure ne pourra être prise qu'après avoir pris l'avis de l'inspecteur et avoir entendu l'instituteur dans ses explications.

L'État intervient pour les six dixièmes, la province pour un dixième et la commune pour trois dixièmes dans les augmentations obligatoires et dans l'indemnité de logement.

Lorsque, par suite de la diminution de la population de la commune, une école passe dans une catégorie inférieure, ce changement n'a d'effet qu'à l'égard du personnel nommé postérieurement à la nouvelle classification. Les instituteurs précédemment attachés à l'école

De huidige jaarwedden der onderwijzers, evenals degene hun later verleend, mogen geene vermindering ondergaan zoolang de titelvoerders in bediening zijn.

ART. 15. — *Na verloop van elk jaar goede diensten, heeft de onderwijzer recht op eene verhooging van 50 frank, gedurende zijne eerste dertig dienstjaren.*

In de berekening der dienstjaren worden begrepen al de diensten, zelfs ad interim bewezen in de aangenomen en aanneembare lagere scholen en bewaarscholen der gemeenten, alsmede in de middelbare scholen van den Staat en van de gemeenten.

Op voorstel van den gemeenteraad, de Bestendige Deputatie gehoord, kan de Minister van Binnenlandsche Zaken en van Openbaar Onderwijs, bij met redenen omkleede beslissing, verklaren dat er geen grond voor is de jaarlijksche verhooging aan een onderwijzer toe te kennen.

Tenzij de onderwijzer werd getroffen met eene tuchtstraf zwaarder dan degene welke de gemeenteraad mag uitspreken zonder de goedkeuring van de Bestendige Deputatie, mag deze maatregel slechts worden genomen, nadat het advies van den opziener werd ingewonnen en de uitleggingen van den onderwijzer gehoord.

Zes tienden van de verplichte verhoogingen en van de vergoeding voor huisvesting worden betaald door den Staat, een tiende door de provincie en drie tienden door de gemeente.

Wanneer, ten gevolge van de afnemering der bevolking van de gemeente, eene school naar eene lagere reeks overgaat, heeft deze verandering slechts uitwerking ten opzichte van het personeel, na de nieuwe rangschikking benoemd. De vroeger aan de school gehechte onder-

conservent l'indemnité de logement qui leur était acquise en vertu du quatrième alinéa de l'article 13.

Lorsqu'une école entre dans une catégorie supérieure, les instituteurs ont droit à l'indemnité de logement de la nouvelle catégorie.

Lorsqu'un instituteur passe d'une commune à une autre, son traitement est maintenu, mais son indemnité de logement est mise en rapport avec la catégorie à laquelle appartient la commune où il va exercer ses fonctions.

ART. 18. — En cas de maladie d'un membre du personnel enseignant des écoles primaires communales non placé dans la position de disponibilité, le Collège échevinal désigne pour remplacer cet agent, pendant la durée de son congé, un intérimaire choisi parmi les instituteurs diplômés.

Le Conseil communal fixe le taux de l'indemnité à payer à l'intérimaire. Elle ne peut être, par année, inférieure à 1,300 francs, auxquels s'ajouteront l'indemnité de logement qui correspond à la catégorie à laquelle appartient la commune, et le supplément de traitement de 200 francs pour les chefs d'école; elle est calculée d'après le nombre de jours pendant lequel l'intérimaire a exercé ses fonctions et elle est payée mensuellement.

La dépense résultant de l'intérim est supportée par l'État, la province et la commune dans les proportions suivantes : deux cinquièmes à charge de l'État, un cinquième à charge de la province et deux cinquièmes à charge de la commune.

Cette intervention sera la même en cas de maladie d'un instituteur diplômé enseignant dans une école adoptée.

wijzers behouden de vergoeding voor huisvesting, die zij krachtens het vierde lid van artikel 13 hadden verworven.

Wanneer eene school naar eene hogere reeks overgaat, hebben de onderwijzers recht op de vergoeding voor huisvesting der nieuwe reeks.

Wanneer een onderwijzer van eene gemeente naar eene andere overgaat, wordt zijne jaarwedde behouden, doch zijne vergoeding voor huisvesting wordt geëvenredigd aan de reeks tot welke de gemeente, waar hij zijn ambt gaat uitoefenen, behoort.

ART. 18. — Ingeval van ziekte van een lid van het onderwijzend personeel der lagere gemeentescholen, niet in den toestand van beschikbaarheid gesteld, duidt het schepencollege, om dezen bediende tijdens den duur van zijn verlof te vervangen, een tijdelijken onderwijzer aan, onder de gediplomeerde onderwijzers gekozen.

De gemeenteraad bepaalt het bedrag van de aan den tijdelijken onderwijzer te betalen vergoeding. Deze mag, per jaar, niet minder bedragen dan 1,300 frank, waarbij worden gevoegd : de vergoeding voor huisvesting volgens de reeks waartoe de gemeente behoort, en de aanvullende wedde van 200 frank voor de schoolhoofden; zij wordt berekend naar het getal dagen dat de tijdelijke onderwijzer zijne bediening heeft uitgeoefend, en maandelijks betaald.

De uitgaaf voor deze tijdelijke bediening wordt gedragen door den Staat, de provincie en de gemeente, in de volgende evenredigheid : twee vijfden ten laste van den Staat, een vijfde ten laste van de provincie en twee vijfden ten laste van de gemeente.

Deze bijdrage is dezelfde ingeval van ziekte van een gediplomeerden onderwijzer, die in de aangenomen scholen onderricht geeft.

ART. 2.

Les lois du 22 juin 1889, 14 août 1903, 5 mai 1904 et du 21 mai 1906 sur l'enseignement primaire sont abrogées.

ART. 2.

De wetten van 22 Juni 1899, 14 Augustus 1903, 5 Mei 1904 en 21 Mei 1906 op het lager onderwijs worden ingetrokken.

A. BUYL.

FERNAND COCQ.

AUGUSTEYNS.

BERLOZ, EUGÈNE.

D^r TERWAGNE.

Fg. MASSON.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 6 MAART 1912.

Wetsvoorstel tot wijziging van verscheidene artikelen der wet
van 15 September 1895 op het lager onderwijs.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Alhoewel, zooals onze collega Felix Cambier het reeds in 1904 schreef, noodzakelijke wijzigingen werden gebracht in de schaal die het wettelijk minimum van de jaarwedde der gemeenteonderwijzers vaststelt, verwekt de tegenwoordige toestand steeds dezelfde bezwaren; het ingewikkelde der aangenomen regelen geeft aanleiding tot abnormale en noodlottige gevolgen. Dat bleek eens te meer uit het koninklijk besluit van 30 Januari ll., waarbij het verdeelen van de 4 millioen, door de Kamers aangenomen, werd bepaald.

Wij denken dat men nog verder moet gaan en, zooals het gebeurt voor het middelbaar onderwijs, geheel moet afzien van het stelsel der thans bestaande reeksen, dat, welke kleine verbeteringen men er ook in brenge, steeds zal gepaard gaan met de talrijke bezwaren waarop men reeds zoo dikwijls de aandacht heeft getrokken.

Volgens ons moet de jaarwedde van de lagere onderwijzers trapsgewijze toenemen met het getal hunner jaren dienst, zonder rekening te houden met de belangrijkheid van de gemeente waar de school is gevestigd; dit laatste punt moet slechts in aanmerking komen bij het bepalen van het bedrag der vergoeding voor huisvesting.

Volgens ons, zou men ook eenheid moeten brengen in het verschil bestaande tusschen de jaarwedden der hoofdonderwijzers en die der hulp-onderwijzers.

Het koninklijk besluit van 30 Januari was de eerste stap naar eenvor-

migheid, want het verleent aan de hulponderwijzers der laatste drie reeksen jaarwedden gelijk aan die van de onderwijzers der laatste twee reeksen, vermits er enkel verschil bestaat in de vergoeding voor huisvesting.

Ten einde de leemte in de bestaande jaarweddestandaard aan te vullen, stellen wij voor, aan geheel het personeel van het lager onderwijs eene jaarwedde toe te kennen, bevattende, als minimum, een vast gedeelte, hetzelfde voor elk, en eene vergoeding voor huisvesting, verschillende volgens de belangrijkheid der plaats; bij dit minimum komen nog periodische en regelmatige verhoogingen; eindelijk, wegens overwerk en meerdere verantwoordelijkheid, zullen de schoolbestuurders eene vaste en bijkomende vergoeding ontvangen.

Door ons voorstel worden onderwijzers en onderwijzeressen op denzelfden voet behandeld, met het oog op de gelijkheid van de diensten die ze bewijzen. Dat is, in algemeenen zin, het beginsel waarop ons voorstel berust.

Ziehier, hoe wij het in de toepassing beschouwen :

I. — Wanneer wij aan het personeel van het lager onderwijs een gelijk minimum van 1,300 frank als jaarwedde verleen, kennen wij aan allen nog eene vergoeding voor huisvesting toe, zoodat hunne emolumenten trapswijze toenemen volgens de belangrijkheid der gemeenten waar zij zich metterwoon moeten vestigen.

De aldus algemeengemaakte vergoeding voor huisvesting kan, denken wij, worden vastgesteld naar eene schaal, nagenoeg met die der wet van 1895 overeenkomende. Ten einde de gemeentefinanciën niet te bezwaren, verminderen wij deze vergoeding, in de eerste reeks, tot 600 frank en, in de tweede, tot 500 frank. Daarentegen doen wij de vijfde reeks verdwijnen, omdat haar behoud ons niet gewettigd blijkt, het koninklijk besluit van 30^e Januari die feitelijk afgeschaft hebbende.

Vermits de vergoeding voor huisvesting slechts een gedeelte van de jaarwedde uitmaakt, schaffen wij de bepaling af die de toekenning daarvan slechts ten voordeele van een der echtgenooten beveelt, wanneer zij hun ambt in dezelfde gemeente uitoefenen.

Wat betreft de bijzondere vergoeding toegerekend aan de alleenstaande onderwijzers of aan de schoolhoofden, vragen wij dat zij niet beneden de 200 frank kunne gaan, en dat zij, wanneer de school meer dan vier klassen telt, worde vastgesteld op 50 frank per klas.

II. — Wat betreft de periodieke verhoogingen van jaarwedde, scheen het ons toe dat — aangezien de familielasten van de onderwijzers op regelmatige en aanhoudende wijze toenemen — geringe doch jaarlijksche verhoogingen het verlangen der onderwijzers meer zouden bevredigen dan aanzienlijker, doch schaarscher vermeerdering van inkomen. Derhalve stellen wij voor, hun dertig jaarlijksche verhoogingen van 50 frank toe te kennen.

Artikel 15 der wet op het lager onderwijs behelst thans twee bepalingen

die beide betrekking hebben op het verlies van de periodieke verhoogingen der jaarwedde ; wij hebben deze twee bepalingen tot eene versmolten, daarin eene zeer lichte wijziging brengende ; het geldt hier eene ware straf die, denken wij, rechtstreeks behoort te worden uitgesproken door de hogere overheid, zonder dat zij, in welk geval ook, van rechtswege moet voortvloeien uit het toepassen van de tuchtstraffen.

III. — Het door ons ingevoerd stelsel doet de voornaamste redenen verdwijnen, welke thans talrijke leden van het onderwijzend personeel aanzetten om van verblijf te veranderen. Gebeurt dat toch, dan schijnt het ons onrechtvaardig toe, dat de onderwijzer, naar een ander verblijf overgaande, het voordeel verliest van al zijne jaren arbeid. Zijne wedde zal dus enkel kunnen gewijzigd worden wat aangaat de vergoeding voor huisvesting. Deze zal moeten overeenstemmen met den rang der gemeente waar de onderwijzer zijn ambt gaat uitoefenen, dat is verhoogd of verlaagd, volgens het geval.

Zoo ook zal de omstandigheid, dat, ten gevolge van vermeerdering of vermindering harer bevolking, eene gemeente overgaat van eene reeks naar eene andere reeks, geen invloed kunnen uitoefenen op de jaarwedde der onderwijzers, behalve wat betreft hunne vergoeding voor huisvesting en onder voorbehoud van de verworven rechten. Mits het op meer regelmatige wijze toepassende, behouden wij het in de huidige wet geschreven beginsel, dat de jaarwedde der onderwijzers niet vatbaar is voor verlaging.

IV. — Wanneer men de door ons voorgestelde bepalingen met aandacht wil nagaan, zal men gemakkelijk bemerken dat zij, billijke eischen bevredigende, echter de financiële lasten niet aanzienlijk verzwaren ; men dient immers te vermijden dat het evenwicht in de begrootingen der kleine gemeenten wordt gebroken door haar bovenmatig meer uitgaven op te leggen. Daarom hebben wij voor de bijlage van den Staat, van de provinciën en van de gemeenten, de schaal aangenomen door den heer Schollaert in zijn ontwerp vastgesteld : zes tienden voor den Staat, één tiende voor de provinciën en drie tienden voor de gemeenten.

V. Eene andere bepaling betreft de tijdelijke onderwijzers.

Volgens de thans bestaande wet, wordt de jaarwedde der tijdelijke onderwijzers betaald tot een bedrag van twee vijfden door den Staat ; de gemeente betaalt evenveel en het laatste vijfde wordt voorgeschooten door den zieken titulair. Men heeft het weinig billijk geacht dat onderwijzers, door ziekte aangetast, uit dien hoofde tot bijkomende onkosten gebonden, nog werden beroofd van een gedeelte hunner wedde. Meest al de provinciale raden van het land namen te hunnen laste het aan de zieke onderwijzers door de wet opgelegde aandeel. Wij stellen voor die heilzame handelwijze van de provinciale raden te huldigen en den tekst der wet in dien zin te wijzigen.

*
* *

Ziedaar, **Mijne Heeren**, het voorstel dat wij in volle vertrouwen aan de goedkeuring van de Kamer onderwerpen. Wij zijn overtuigd, dat zij het spoedig in onderzoek zal nemen en een einde zal willen stellen aan den bestaanden onregelmatigen toestand, door de rechtvaardige eischen der lagere zoowel gemeente- als aangenomen onderwijzers in te willigen.

A. BUYL.

Proposition de loi modifiant divers articles de la loi du 15 septembre 1895 sur l'enseignement primaire.

ARTICLE PREMIER.

Les articles 13, 15 et 18 de la loi du 15 septembre 1895 sont remplacés par les dispositions suivantes :

ART. 13. — Le Conseil communal fixe le traitement des instituteurs communaux; ce traitement, casuel compris, ne peut être inférieur à *treize cents francs*.

Les instituteurs ou institutrices touchent une indemnité de direction, qui ne peut être inférieure à deux cents francs et qui sera de 50 francs par classe, lorsque l'école compte plus de quatre classes.

Les communes doivent, en outre, fournir aux instituteurs et institutrices chefs d'école un logement dans les locaux scolaires ou bien leur payer l'indemnité de logement prévue à l'alinéa suivant.

Tout instituteur, institutrice, sous-instituteur ou sous-institutrice a droit à une indemnité de logement fixée comme suit :

Communes :

- de 4^e catégorie, moins de 10,000 habitants, 300 francs;
- de 3^e catégorie, 10,001 à 40,000 habitants, 400 francs;
- de 2^e catégorie, 40,001 à 100,000 habitants, 500 francs;
- de 1^{re} catégorie, plus de 100,000 habitants, 600 francs.

Wetsvoorstel tot wijziging van verscheidene artikelen der wet van 15 September 1895 op het lager onderwijs.

EERSTE ARTIKEL.

De artikelen 13, 15 en 18 der wet van 15 September 1895 worden vervangen door de volgende bepalingen

ART. 13. — De gemeenteraad stelt de jaarwedde der gemeenteonderwijzers vast; deze jaarwedde, bijwinsten inbegrepen, mag niet minder bedragen dan *dertienhonderd frank*.

De onderwijzers of onderwijzeressen trekken eene vergoeding voor bestuur; deze mag niet minder bedragen dan tweehonderd frank en beloopt 50 frank per klas, wanneer de school meer dan vier klassen telt.

De gemeenten moeten, daarenboven, aan de onderwijzers en de onderwijzeressen, die hoofd eener school zijn, huisvesting verleen en in de schoolgebouwen of hun de vergoeding voor huisvesting, bij het volgend lid bepaald, betalen.

Elke onderwijzer, onderwijzeres, hulponderwijzer of hulponderwijzeres heeft recht op eene vergoeding voor huisvesting, vastgesteld als volgt :

Gemeenten :

- der 4^e reeks, minder dan 10,000 inwoners, 300 frank;
- der 3^e reeks, 10,001 tot 40,000 inwoners, 400 frank;
- der 2^e reeks, 40,001 tot 100,000 inwoners, 500 frank;
- der 1^e reeks, meer dan 100,000 inwoners, 600 frank.

Les traitements actuels des instituteurs, comme ceux qui leur seront accordés ultérieurement, ne pourront subir aucune réduction pendant la durée des fonctions des titulaires.

ART. 15. — *A l'expiration de chaque année de bons services, l'instituteur a droit à une augmentation de 50 francs durant ses trente premières années de fonctions.*

Dans la supputation des années de services seront compris tous les services rendus, même à titre intérimaire, dans les écoles primaires et gardiennes communales, adoptées ou adoptables, ainsi que dans les écoles moyennes de l'État et des communes.

Sur la proposition du Conseil communal et après avoir pris l'avis de la Députation permanente, le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique peut, par décision motivée, déclarer qu'il n'y a pas lieu d'accorder à un instituteur l'augmentation annuelle.

A moins que l'instituteur ait été frappé d'une peine disciplinaire plus grave que celle que le Conseil communal peut prononcer sans l'approbation de la Députation permanente, cette mesure ne pourra être prise qu'après avoir pris l'avis de l'inspecteur et avoir entendu l'instituteur dans ses explications.

L'État interviendra pour les six dixièmes, la province pour un dixième et la commune pour trois dixièmes dans les augmentations obligatoires et dans l'indemnité de logement.

Lorsque, par suite de la diminution de la population de la commune, une école passe dans une catégorie inférieure, ce changement n'a d'effet qu'à l'égard du personnel nommé postérieurement à la nouvelle classification. Les instituteurs précédemment attachés à l'école

De huidige jaarwedden der onderwijzers, evenals degene hun later verleend, mogen geene vermindering ondergaan zoolang de titelvoerders in bediening zijn.

ART. 15. — *Na verloop van elk jaar goede diensten, heeft de onderwijzer recht op eene verhooging van 50 frank, gedurende zijne eerste dertig dienstjaren.*

In de berekening der dienstjaren worden begrepen al de diensten, zelfs ad interim bewezen in de aangenomen en aanneembare lagere scholen en bewaarscholen der gemeenten, alsmede in de middelbare scholen van den Staat en van de gemeenten.

Op voorstel van den gemeenteraad, de Bestendige Deputatie gehoord, kan de Minister van Binnenlandsche Zaken en van Openbaar Onderwijs, bij met redenen omkleede beslissing, verklaren dat er geen grond voor is de jaarlijksche verhooging aan een onderwijzer toe te kennen.

Tenzij de onderwijzer werd getroffen met eene tuchtstraf zwaarder dan degene welke de gemeenteraad mag uitspreken zonder de goedkeuring van de Bestendige Deputatie, mag deze maatregel slechts worden genomen, nadat het advies van den opziener werd ingewonnen en de uitleggingen van den onderwijzer gehoord.

Zes tienden van de verplichte verhoogingen en van de vergoeding voor huisvesting worden betaald door den Staat, een tiende door de provincie en drie tienden door de gemeente.

Wanneer, ten gevolge van de afnemings der bevolking van de gemeente, eene school naar eene lagere reeks overgaat, heeft deze verandering slechts uitwerking ten opzichte van het personeel, na de nieuwe rangschikking benoemd. De vroeger aan de school gehechte onder-

conservent l'indemnité de logement qui leur était acquise en vertu du quatrième alinéa de l'article 13.

Lorsqu'une école entre dans une catégorie supérieure, les instituteurs ont droit à l'indemnité de logement de la nouvelle catégorie.

Lorsqu'un instituteur passe d'une commune à une autre, son traitement est maintenu, mais son indemnité de logement est mise en rapport avec la catégorie à laquelle appartient la commune où il va exercer ses fonctions.

ART. 18. — En cas de maladie d'un membre du personnel enseignant des écoles primaires communales non placé dans la position de disponibilité, le Collège échevinal désigne pour remplacer cet agent, pendant la durée de son congé, un intérimaire choisi parmi les instituteurs diplômés.

Le Conseil communal fixe le taux de l'indemnité à payer à l'intérimaire. Elle ne peut être, par année, inférieure à 1,300 francs, auxquels s'ajouteront l'indemnité de logement qui correspond à la catégorie à laquelle appartient la commune, et le supplément de traitement de 200 francs pour les chefs d'école; elle est calculée d'après le nombre de jours pendant lequel l'intérimaire a exercé ses fonctions et elle est payée mensuellement.

La dépense résultant de l'intérim est supportée par l'État, la province et la commune dans les proportions suivantes : deux cinquièmes à charge de l'État, un cinquième à charge de la province et deux cinquièmes à charge de la commune.

Cette intervention sera la même en cas de maladie d'un instituteur diplômé enseignant dans une école adoptée.

wijzers behouden de vergoeding voor huisvesting, die zij krachtens het vierde lid van artikel 13 hadden verworven.

Wanneer eene school naar eene hogere reeks overgaat, hebben de onderwijzers recht op de vergoeding voor huisvesting der nieuwe reeks.

Wanneer een onderwijzer van eene gemeente naar eene andere overgaat, wordt zijne jaarwedde behouden, doch zijne vergoeding voor huisvesting wordt geëvenredigd aan de reeks tot welke de gemeente, waar hij zijn ambt gaat uitoefenen, behoort.

ART. 18. — Ingeval van ziekte van een lid van het onderwijzend personeel der lagere gemeentescholen, niet in den toestand van beschikbaarheid gesteld, duidt het schepencollege, om dezen bediende tijdens den duur van zijn verlof te vervangen, een tijdelijken onderwijzer aan, onder de gediplomeerde onderwijzers gekozen.

De gemeenteraad bepaalt het bedrag van de aan den tijdelijken onderwijzer te betalen vergoeding. Deze mag, per jaar, niet minder bedragen dan 1,300 frank, waarbij worden gevoegd : de vergoeding voor huisvesting volgens de reeks waartoe de gemeente behoort, en de aanvullende wedde van 200 frank voor de schoolhoofden; zij wordt berekend naar het getal dagen dat de tijdelijke onderwijzer zijne bediening heeft uitgeoefend, en maandelijks betaald.

De uitgaaf voor deze tijdelijke bediening wordt gedragen door den Staat, de provincie en de gemeente, in de volgende evenredigheid : twee vijfden ten laste van den Staat, een vijfde ten laste van de provincie en twee vijfden ten laste van de gemeente.

Deze bijdrage is dezelfde ingeval van ziekte van een gediplomeerden onderwijzer, die in de aangenomen scholen onderricht geeft.

ART. 2.

Les lois du 22 juin 1889, 14 août 1903, 5 mai 1904 et du 21 mai 1906 sur l'enseignement primaire sont abrogées.

ART. 2.

De wetten van 22 Juni 1899, 14 Augustus 1903, 5 Mei 1904 en 21 Mei 1906 op het lager onderwijs worden ingetrokken.

A. BUYL.

FERNAND COCQ. .

AUGUSTEYNS.

BERLOZ, EUGÈNE.

D^r TERWAGNE.

Fg. MASSON.

